

La tentation fasciste du nationalisme canadien-français avant la guerre, 1936-1939

Robert Comeau

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

Volume 3, Number 3-4, Summer 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063483ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063483ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Comeau, R. (1995). La tentation fasciste du nationalisme canadien-français avant la guerre, 1936-1939. *Bulletin d'histoire politique*, 3 (3-4), 159-167.
<https://doi.org/10.7202/1063483ar>

LA TENTATION FASCISTE DU NATIONALISME CANADIEN-FRANÇAIS AVANT LA GUERRE, 1936-1939

Robert Comeau

Département d'histoire, UQAM

On ne peut pas comprendre l'attitude des Canadiens français durant la guerre si l'on ne tient pas compte de deux caractéristiques de la société québécoise de l'époque: d'une part, l'oppression nationale exacerbée par la crise et, d'autre part, l'idéologie clérico-nationaliste qui y est encore très présente.

La crise économique a donné naissance à de multiples mouvements de contestation à caractère nationaliste. La plupart d'entre eux sont simplement autonomistes. Ses militants se retrouveront à l'Union nationale, qui récupérera ces jeunes radicaux. Quelques mouvements marginaux s'affichent séparatistes pendant quelques années: les Jeunesses patriotes, les Jeunes Canada et surtout le groupe du Journal *La Nation* gravitant autour de Paul Bouchard de Québec, de 1936 à 1939¹. Ces groupes empruntent aux fascistes européens leurs idées corporatistes qu'ils présentent comme étant la troisième voie entre la «dictature capitaliste» et le communisme.

Il est important de préciser que les nationalistes canadiens-français, modérés comme radicaux, ne seront pas attirés par les idées d'Adrien Arcand et des groupes prohitlériens parce que le parti politique de celui-ci est résolument fédéraliste. Les partisans d'Arcand se recrutent davantage dans la droite fédéraliste². Le mouvement nationaliste canadien-français d'avant la Deuxième Guerre mondiale est fasciné par les idées des dictatures de l'Europe du Sud, particulièrement celles de Salazar, de Franco et de Mussolini.

Le Québec n'est pas un cas unique: partout, au cours des années trente et pendant la Deuxième Guerre, des mouvements autonomistes ou indépendantistes, plus ou moins influents, se sont développés. Ces mouvements identitaires ont adhéré à diverses idéologies. Dans certains cas, des mouvements identitaires ont épousé des idéologies d'extrême-droite. Francis Arzalier, dans son ouvrage *Les perdants*³, a étudié la dérive fasciste des mou-

vements autonomistes et indépendantistes au XX^e siècle. Des militants autonomistes bretons, corses, alsaciens, nord-africains vont passer au nazisme. Cette évolution a existé, des années 1930 à 1945, ailleurs qu'en France, de l'irrégentisme croate au nationalisme ukrainien, de l'Irlande à l'Égypte, de l'Asie à l'Amérique. Tous les continents ont connu «ces soldats perdus d'une nation niée, transformés peu à peu en supplétifs de l'Internationale noire», selon l'expression de Francis Arzalier. Arzalier a étudié trois cas: le personnage Bickler qui est alsacien, Rocca, le Corse et Mordrel, le Breton. Je ne veux pas m'étendre sur ces cas spécifiques, mais ce sont durant les années trente que plusieurs de ces militants autonomistes vont basculer vers le fascisme. Des autonomistes alsaciens adopteront l'idéologie nazie; des autonomistes corses prêteront une oreille attentive à Mussolini alors que la Corse est occupée par l'Italie. En Bretagne, on assiste durant l'occupation allemande à la collaboration totale de quelques dirigeants bretons (Debauvais, Mordrel, Moyse et Cattelinot). L'Église et Vichy se sont liés pour condamner ouvertement tout séparatisme breton. Par quel cheminement idéologique en sont-ils venus là? La réponse ne tient pas dans leur cheminement nationaliste. Elle réside dans les fondements même de l'idéologie qu'ils professent. Le noyau dur de leur idéologie autonomiste est l'idéologie contre-révolutionnaire: mépris pour la démocratie, sympathie pour les doctrines de force et d'autorité, rejet des partis politiques, dénonciation du système capitaliste. Dans toute l'Europe, cette mosaïque de nations et d'ethnies souvent niées par les États, cette dérive a existé.

Rapidement, le premier cas: le mouvement flamand avant la guerre a été puissant et une partie des flamingants a dérivé vers l'hitlérisme, alors qu'en Wallonie, le «Rexisme», mouvement traditionaliste cléricale d'inspiration corporatiste, a propagé un discours antiparlementaire, antimarxiste et anti-capitaliste, près du discours fasciste typique. Second exemple: dans l'entre-deux-guerres, à la suite de la création du royaume de Yougoslavie qui n'était que l'expression politique de la domination serbe, on a vu, en Croatie, l'apparition des Oustachis, dès 1930, clairement fascistes. Cette orientation fasciste des mouvements séparatistes aura discrédité les mouvements autonomistes pour une génération⁴. Francis Arzalier, qui a décrit cette époque où la dérive fasciste a été suivie par un bon nombre d'ex-militants autonomistes, a aussi montré que cette dérive fasciste n'était pas automatique. Tout mouvement identitaire, ne mène pas inévitablement au fascisme. Le mouvement identitaire, qu'il soit autonomiste, régionaliste ou nationaliste, couvre une idéologie. C'est ce mouvement idéologique qu'il convient de questionner, car c'est par lui que le mouvement identitaire va être jugé.

Revenons au Québec d'avant la guerre. On assiste à de multiples mouvements de contestation à caractère nationaliste au Québec. Ces mouvements, à travers la critique du régime Taschereau, s'en prenaient au libéralisme économique, à la démocratie parlementaire et à la «trahison des élites». Ils reprenaient le discours corporatiste de l'Église catholique et des fascistes. Ces jeunes séparatistes regroupés autour de Paul Bouchard sont des disciples de Groulx, qui exerce au cours des années trente une influence importante sur tous les mouvements nationalistes du Québec⁵. C'est dans les écrits et les discours de leur «maître à penser» québécois qu'ils disent trouver les justifications de leurs revendications indépendantistes. Mais ils ne resteront pas longtemps séparatistes. S'ils sont unanimes à déclarer le séparatisme nécessaire et possible de février 1936 à mars 1937, dès ce moment, ils préconisent «un réaménagement de la structure fédérale en une fédération d'états» (de mars 1937 à décembre 1937).

Dans un troisième temps, ils veulent seulement acquérir de nouveaux pouvoirs pour le Québec afin d'augmenter sa marge d'autonomie provinciale. Enfin, après octobre 1938, ils sont pour le maintien du statu quo afin de mettre un frein au processus de centralisation fédérale amorcée en 1938. Au plan constitutionnel, ils ont donc évolué rapidement d'une position indépendantiste à une position autonomiste. Pour expliquer ce ralliement, il ne faut pas négliger, en plus des circonstances politiques — la guerre —, l'influence de Groulx. André Laurendeau, alors président des Jeunes-Canada, reconnaissait la fascination qu'exerçait l'abbé Groulx sur les jeunes radicaux. «Il faut reconnaître, disait-il, le triomphe de l'abbé Groulx. /.../ si l'ouragan qui aurait pu être socialiste fut national, au fond, ce fut à cause de ce petit prêtre qui jamais ne fit de politique. Son œuvre alimenta et dirigea toute une presse indépendante».

Les séparatistes de Québec veulent l'appui du «maître de l'heure», mais Groulx, qui se refuse toujours de préconiser la séparation, ne cache pas sa sympathie pour ce groupe. Ces séparatistes ultraconservateurs sont violemment antibritanniques. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, l'ex-séparatiste Paul Bouchard se contente de réclamer des réformes applicables dans le cadre constitutionnel. Son nouveau slogan: «Des provinces autonomes dans un Canada libre». Paul Bouchard et son groupe sont maintenant d'accord avec l'abbé Groulx pour «tenter encore une fois un loyal et final essai de la Confédération canadienne», selon son expression. Avec les nationalistes autonomistes du Québec, ils croient qu'une proclamation officielle de l'indépendance du Canada peut dissocier le gouvernement canadien de la politique d'engagement militaire de la Grande-

Bretagne. Ils mettent de l'avant l'indépendance du Canada, alors que le Canada voit sa politique extérieure de plus en plus liée à celle de la Grande-Bretagne.

Devant la menace de la guerre, Paul Bouchard met toute son énergie à combattre la participation à la guerre. Pour ce nouveau combat, il abandonne son programme séparatiste qui le condamnait à la marginalité. Bouchard et son groupe décident de s'en remettre à «l'enseignement politique traditionnel et de se conformer à l'avis de ses chefs religieux et nationaux». Les ex-séparatistes de *La Nation* mettent ainsi fin à leur guerre contre l'Union nationale et Bouchard devient le chef de la propagande de Maurice Duplessis⁶.

Je n'expliquerai pas longtemps ici les fondements idéologiques de leur option séparatiste. Pourquoi voulaient-ils l'indépendance? L'indépendance est présentée comme le moyen de permettre aux Québécois d'obtenir la maîtrise de leur destinée politique. Ils ne veulent plus du statut de minoritaires pour les parlementaires québécois à Ottawa. Ils veulent un pays, le Québec, où ils seront majoritaires. Il ne fait pas de doute pour eux que le gouvernement provincial n'a pas les pouvoirs d'un État véritable. Pour eux, la raison d'être du séparatisme, c'est justement la prise de conscience de cet état d'infériorité inévitable pour la nation minoritaire dans une union fédérale. C'est un vice de régime⁷. Le mouvement indépendantiste contemporain empruntera beaucoup à ce courant dans son argumentaire pour appuyer son option. Mais par ailleurs, point de divergence majeur, ces jeunes séparatistes sont sceptiques quant aux chances de pouvoir s'en sortir à l'intérieur de «la démocratie libérale». Ils considèrent que le séparatisme est un instrument indispensable pour assurer le relèvement économique des Canadiens français. Ils sont convaincus que les seuls moyens efficaces pour redresser la situation économique sont d'ordre politique: plus précisément, acquérir d'abord un État national, pour que l'État québécois ait les moyens de se doter d'une politique économique.

C'est à ce moment qu'ils sont séduits par les thèses de l'extrême-droite «Politique d'abord, c'est la parole de Maurras», diront-ils et ils ajouteront à la veille de la guerre: «C'est la méthode suivie en Italie par Mussolini, avec quel succès!» Ils sont séduits par les succès économiques de l'Allemagne et de l'Italie. Ils associent leur lutte pour l'acquisition d'un État national au combat de la droite française. Bouchard déclare: «Maurras en France, l'abbé Lionel Groulx au Canada français ne prêchent-ils pas qu'il importe avant tout de posséder le politique? Comment conquérir l'économique si la province ne possède pas les leviers de commande?».

Très concrètement, les séparatistes québécois de Bouchard jugent que le «demi-état» provincial ne peut rien pour remédier à l'aliénation des richesses naturelles du Québec et à l'accaparement de l'économie par les capitalistes anglo-américains. Ils voient que le gouvernement provincial est sous le contrôle de la minorité économique, qui détient tous les leviers de la vie économique, bref que le gouvernement québécois est celui du capital étranger. Ils voudraient le voir servir les capitalistes autochtones.

Durant les années trente, le projet de société qu'ils souhaitaient réaliser une fois l'indépendance obtenue, c'était le corporatisme. Leur projet de société auquel était associée l'indépendance s'inspirait des idées de l'époque. Le corporatisme était le projet des évêques et des syndicats catholiques aussi.

En même temps qu'ils s'intéressent aux mouvements autonomistes de France ou du Commonwealth qui pouvaient mettre en cause l'intégrité des territoires métropolitains, les séparatistes québécois s'intéressent encore davantage aux «révolutions nationales» d'un Franco, Salazar ou Mussolini.

À mesure qu'ils expriment leur satisfaction de voir décliner la puissance britannique, ils se trouvent des affinités avec les peuples latins qu'ils admiraient. Cet engouement pour le monde latin les amène à vouloir remplacer le Commonwealth par une union plus étroite avec les régimes autoritaires de l'Amérique du Sud. Les séparatistes de 1936-1937 ont cru que «le peuple latin d'Amérique du Nord», comme ils se qualifient, pouvait tirer profit de cette montée du fascisme. En adhérant au «réveil national du monde latin», ils tentaient de s'arracher à l'emprise anglo-saxonne.

Par ailleurs, le journal *La Nation* se pique d'être le plus anticommuniste de tous les journaux nationalistes. Seul un «ordre nouveau» peut écarter aussi bien le communisme que la «dictature des monopoles». Ils ne s'en prennent pas réellement au capitalisme mais seulement au grand capital étranger. Les monopoles sont leur cible. Ils ont cru qu'un État corporatiste pouvait jouer le rôle d'arbitre et mettre à la raison ces grands monopoles. Pour eux, l'Italie fasciste semble un modèle: «La réussite italienne, disent-ils, fut un jet de lumière dans un ciel de ténèbres. L'humanité pouvait enfin voir qu'au delà de l'exploitation ploutocratique appelée libéralisme et du terrorisme soviétique, il était possible de mettre de l'ordre dans l'économie et la politique, de créer un État à la fois technique et vraiment démocratique, uniquement soucieux du bien général, libre de l'emprise de la haute finance.»

On argumente qu'avec le corporatisme, l'État québécois sera forcé de jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans la direction de l'économie

nationale. Et cette réforme économique est impossible à réaliser dans l'union fédérale. Les jeunes séparatistes sont bien naïfs de penser que les élites traditionnelles accepteront pareil étatisme. L'Église a toujours combattu toute forme accentuée d'intervention étatique avant 1960. La corporatisme, qui était la formule souhaitée par les nationalistes canadiens-français traditionalistes, doit apporter un «ordre nouveau». Et cet ordre nouveau ne pourra s'établir, prétendent-ils, sans «une révolution nationale», selon leurs propres termes une «révolution de droite».

Les jeunes de *La Nation* sont très clairs. En 1938, Paul Bouchard écrit: «La jeunesse du Canada français désire une révolution, un État technique, des institutions nouvelles. Mais pas selon l'idéal de la gauche. Nous désirons pour nous une révolution de droite. Et c'est sans doute pour cette raison que nous voyons que dans le Monde la révolution est à droite. C'est aussi l'explication de la sympathie générale du Canada français pour Mussolini, Salazar et Franco. Du même coup, nous approuvons la cause des sympathies canadiennes pour la droite française». (Paul Bouchard, 21 avril 1938).

Que conclure?

Ces intellectuels québécois ont promis aux petits bourgeois canadiens-français, victimes de la concurrence des grands monopoles et en voie de prolétarianisation, de ressusciter pour eux un régime de l'ère précapitaliste, un régime qui ne sera pas celui de la concurrence et du droit du plus fort, mais dans lequel les petits producteurs seront protégés, organisés et retrouveront la stabilité et la sécurité. On pourra conclure que la crise, si elle a permis qu'on s'interroge davantage sur les questions économiques, n'a fait, par contre, qu'«accentuer un certain anticapitalisme et fournir des éléments favorables au développement d'une mentalité utopique en ce qui concerne l'organisation économique». Inutile de s'attarder sur le fait que les intellectuels de *La Nation* ne sont pas vraiment anticapitalistes. Ils veulent seulement que l'État réglemente la liberté et l'activité économique pour diminuer la capacité concurrentielle de leurs adversaires. Ils rêvent d'un capitalisme amendé, débarrassé des abus de la concentration. Ils se contentent de réclamer des pouvoirs publics, de rendre moins nocifs les grands monopoles. Tout l'art du fascisme ne consiste-t-il pas à se dire anticapitaliste sans s'attaquer sérieusement au capitalisme? Il jette en pâture aux ouvriers, et tout particulièrement à ces catégories de travailleurs qui manquent de conscience de classe, un anticapitalisme utopique et inoffensif.

Quant à l'autre facteur, l'influence de l'Église catholique, rappelons brièvement le contexte de la guerre civile espagnole de 1936-1939. Il y a tout un courant au Québec qu'il ne faut pas sous-estimer qui donne son

entier appui au coup d'État de Franco. Le journal *L'action catholique* reproduit les lettres collectives de l'épiscopat espagnol affirmant que la guerre civile était théologiquement juste. Le Vatican reconnaissait, en août 1937, le gouvernement insurrectionnel de Burgos comme le gouvernement officiel de l'Espagne. Franco était ainsi légitimé. Il devenait difficile à un catholique québécois d'être neutre dans ce conflit ou favorable à la République espagnole. Après 1937, même le grand journal libéral *Le Canada* commente la guerre d'Espagne en accord avec l'orthodoxie catholique. Comment faire autrement quand le Pape Pie XII est ostensiblement favorable à l'intervention militaire italienne et allemande contre la république espagnole?

Comme l'a démontré l'analyse de Françoise Caron-Houle, le journal *Le Canada* partage donc les thèses de *L'Action catholique* et du *Devoir*⁸. Même le journal *La Presse* garde sa sympathie pour les nationalistes espagnols, ce qui lui permet d'affirmer son anticommunisme et de ne pas déplaire à sa clientèle. La guerre civile d'Espagne a été envisagée en termes religieux par la presse canadienne-française. Chaque journal s'engagea dans la lutte selon le degré d'imprégnation du catholicisme traditionnel. *L'Action catholique* fut le plus véhément, en présentant Franco luttant pour la survie du catholicisme. Par contre, *Le Canada* ne va pas jusqu'à absoudre complètement le général Franco.

Face aux coups de force qui surgissent au plan international de 1935 à 1939, la presse catholique, très puissante encore avant la guerre, y voit une lutte contre la menace communiste.

Par ailleurs, les lecteurs du *Devoir* qui s'opposaient à la Grande-Bretagne en tant que puissance impérialiste, n'ont pu cacher leur sympathie pour l'Italie mussolinienne au moment de la conquête de l'Éthiopie. Par ailleurs, catholiques et antibritanniques se sont réjouis de la victoire de Franco.

Les prises de position des journaux québécois sur les questions internationales sont inséparables des sentiments que le journal entretient sur le Québec et son avenir. Les journaux clérico-nationalistes approuvaient des éléments des régimes mussolinien ou franquiste comme leur anticommunisme ou leurs mesures en faveur de la famille: les journaux modérés ne considéraient pas ces pays comme des modèles pour le Québec comme le fait *La Nation*. Ils étaient trop antiétatistes pour accepter une intervention aussi directe dans le domaine économique. Par contre, les jeunes séparatistes-fascistes, eux, étaient prêts à suivre davantage les politiques économiques des régimes fascistes. *Le Devoir* des années 1930 est très proche de *L'Action catholique*; il croit lui aussi que le communisme représente une

menace au Canada même! Les jeunes séparatistes-fascistes souhaitent la fin de la domination des monopoles, l'appui aux petites entreprises ou le soutien aux familles. *Le Devoir* en vient à féliciter largement les régimes totalitaires pour les mesures qui vont en ce sens-là. Il appuie la cause du «canadianisme» par haine envers toute velléité d'impérialisme britannique. C'est ce qui l'amène à sympathiser avec le fascisme mussolinien. Par ailleurs, l'anti-étatisme, l'antimilitarisme ainsi que l'anti-impérialisme éloignent les clérico-nationalistes de Mussolini ou d'Hitler, même si leur anticommunisme pouvait les en rapprocher.

Le Québec traditionnel n'a surtout aucune sympathie pour la France du Front Populaire de Léon Blum ou le *Fronte Popular* d'Espagne⁹. Face à la menace d'une guerre, comme *l'Action*, *le Devoir* est partisan de la neutralité du Canada dans le conflit qui s'annonce entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Par contre, des journaux comme *Le Canada* ou *La Presse*, s'ils déplorent la situation économique, n'en tirent pas la conclusion qu'il faut un changement radical, ni révolution socialiste, ni «révolution nationale». Ils souhaitent seulement un peu plus d'intervention étatique. C'est le virage keynesien qui s'amorcera à Ottawa dès 1943 avec le gouvernement libéral fédéral. Ces journaux proches du gouvernement libéral se méfient comme de la peste des propositions corporatistes de *l'Action catholique* ou du *Devoir* et défendent les régimes démocratiques. Ils se méfient aussi des chefs d'État comme Mussolini, Franco et Hitler. En appuyant la démocratie libérale, ils entrent en conflit avec le nationalisme isolationniste canadien-français des années 1930. Mais à cause de l'emprise du clérico-nationalisme, ils auront de la difficulté à appuyer la conscription, qui est pourtant dans la logique de leur position. Ce qui témoigne de l'importance de l'idéologie traditionaliste avant la Deuxième Guerre mondiale.

Ce sont ces deux réalités incontournables, d'une part l'influence de l'Église catholique et son projet de société réactionnaire, le corporatisme (depuis la fin du XIX^e, cette solution a été proposée face à la crise du libéralisme) et, d'autre part, la négation de l'oppression de la nation canadienne-française, qui expliquent que ce nationalisme blessé est attiré par les régimes fascistes. Il me semblait important d'évoquer cette dérive sans condamnation mais avec le souci de comprendre et d'expliquer. C'est ce que ne font pas, par exemple, certains auteurs qui parlent de cette dérive fasciste comme d'un délire! Il serait tout aussi malhonnête de présenter le passage du séparatisme au fascisme comme une pente naturelle. On verra par la suite le séparatisme québécois associé à d'autres projets de société: «indépendance et socialisme» au cours des années 1960, et aujourd'hui indé-

pendance et capitalisme teinté de social-démocratie. Plus de cinquante ans après cette courte flambée de séparatisme-fasciste (1936-1938), le silence n'est plus de mise. S'il est vrai que le risque de dérive est toujours présent, rappelons-nous que la reconnaissance de son identité pour un peuple est un besoin légitime. La reconnaissance de la clause de la «société distincte» n'était pas un caprice. La nier ne l'a fait que s'exacerber, non disparaître.

Notes

1. Sur ce sujet, voir Robert Comeau, *Les indépendantistes de La Nation 1936-1938*, Mémoire de maîtrise, U. de M., 1971, 220 p.
2. Sur ce parti, voir R. Caux, *Le Parti National Social Chrétien: Adrien Arcand, ses idées, son oeuvre et son influence*, Mémoire de maîtrise, U. Laval, 1958, 94 p.
3. Francis Arzalier, *Les perdants. La dérive fasciste des mouvements autonomistes et indépendantistes au XX^e siècle*, La découverte, Paris, 1990, 266 pages. Voir compte rendu de cet ouvrage par Bernard Dansereau dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2.
4. Pour légitimer le mouvement indépendantiste croate, lire le beau livre d'Alain Finkelkraut, *Comment peut-on être croate?*, Gallimard, 1992. Alain Finkelkraut a également publié *Le crime d'être né. L'Europe, les nations, la guerre*, Arléa, 1994.
5. Sur les rapports de Lionel Groulx avec le groupe de *La Nation*, voir Robert Comeau, «Lionel Groulx, les indépendantistes de *La Nation* et le séparatisme (1936-1938)» dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, n° 1 (juin 1972), p. 83-102.
6. Sur le ralliement de Paul Bouchard à l'Union nationale, lire Paul Bouchard. «L'Union nationale et l'autonomie», causerie prononcée au Club Renaissance, le 5 mai 1948, 26 pages.
7. Sur les fondements de leur option politique, lire la série de 33 articles sur le séparatisme rédigés par Paul Bouchard et publiés dans *La Nation* du 7 mai 1936 au 4 mars 1937. Ces articles constituent l'annexe I du mémoire de maîtrise de Robert Comeau (206 p.)
8. Pour cette partie, nous avons largement puisé dans le mémoire de Françoise Caron-Houle, *La presse française du Québec et les crises européennes 1935-1939*, Université d'Ottawa, 1972, (chapitre deux sur la guerre civile d'Espagne).
9. À ce sujet, lire Robert Lahaise, *La fin d'un Québec traditionnel, 1914-1939*. Les chapitres 4 et 5 analysent les périodes 1930-1935 et 1935-1939.